

Citoyen du monde à Montrouge

numéro 86 Mai 2011

Vivre mieux, en dépensant moins

Selon l'INSEE, le pouvoir d'achat des ménages continue d'augmenter, de l'ordre de 2% chaque année, depuis plus de 25 ans.

D'où vient que de plus en plus de nos concitoyens ont de plus en plus de mal à joindre les deux bouts ?

C'est que, si les équipements électroniques, téléviseurs, ordinateurs, ..., qui sont des « investissements » exceptionnels, baissent, les dépenses incompressibles, logement, transport, énergie, denrées alimentaires de base, elles, grimpent.

Une fois le loyer, les transports, l'eau et l'électricité payés, beaucoup de familles n'ont plus que 2 à 8 € par jour et par personne pour s'alimenter et se vêtir.

Les pouvoirs publics ont un rôle à jouer, pour aider la population à vivre mieux, tout en dépensant moins.

Il n'y a pas de fatalité à ce que les prix du **logement** (à l'achat ou en location) poursuivent leur folle ascension. Des mesures peuvent être prises : blocage des loyers, taxation des appartements inoccupés, construction de logements sociaux...

Pour **l'électricité, le gaz et l'eau**, une tarification progressive peut être mise en place, comme le propose le PS. Les premiers kWh ou m³, nécessaires aux besoins « vitaux » de chaque foyer, sont facturés à un prix très bas. Au-delà de ce forfait de base, les tarifs augmentent tranche par tranche (ainsi, à Libourne, les 15 premiers m³ annuels d'eau sont facturés 0,10€/m³, une somme symbolique ; de 16 à 120 m³ l'eau coûte 0,70 € le m³, pour dissuader les gros consommateurs, les prix s'élèvent ensuite par paliers).

Des mesures tarifaires analogues pourraient être imaginées pour **le fuel ou l'essence** (Yves Cochet en a fait la proposition).

Les pouvoirs publics (Etat, Régions, Départements, Communes) pourraient aider la population à **économiser l'énergie**, à **réduire les besoins en transports**, à **isoler les logements** (et cela créerait en outre de nombreux emplois).

Ils devraient imposer aux industriels des normes qui garantissent la réparabilité et une plus grande **durabilité des équipements matériels** (alors que chacun sait que, pour faire toujours plus de profits, les industriels s'organisent pour que les appareils vendus tombent en panne au bout de peu d'années, et ne puissent pas être réparés –ils préfèrent vendre un appareil neuf- ; c'est ce qu'on appelle « l'obsolescence programmée »).

Et ils devraient favoriser **l'agriculture paysanne** et les circuits courts de distribution alimentaire (comme les AMAP).

Réconcilier le social et l'environnement, favoriser la qualité plutôt que la quantité !

(Sources : Jean Gadrey (silence, mai) ; Politis 14 avril ; Le Monde, 5 mai).

Bonnes nouvelles

50 cents au lieu de 10 \$: le coût d'un traitement contre le paludisme au Kenya. Grâce au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, le coût du traitement du paludisme a chuté dans 7 pays d'Afrique. (*Le Monde, 23 avril*).

Le Mozambique (où 11,5 % de la population est infectée par le VIH) **va produire des antirétroviraux.** Avec l'aide du Brésil, la première usine d'Etat africaine de médicaments contre le sida va ouvrir en 2012. (*Le Monde, 24-25 avril*).

La Tunisie vient d'adopter le principe de la parité hommes-femmes pour les élections de l'Assemblée constituante prévues pour le 24 juillet. (*Le Monde, 23 avril*).

En France, l'Assemblée nationale a adopté l'interdiction des phtalates et des parabènes. Les phtalates sont des solvants principalement utilisés pour rendre souples les articles en PVC, on les retrouve dans les cosmétiques, les lubrifiants, les colles, les jouets, et aussi les aliments, du fait de leur migration depuis les emballages ; les parabènes sont des conservateurs utilisés dans les cosmétiques, les médicaments et certains aliments. Phtalates et parabènes sont des perturbateurs hormonaux. Ce succès a été acquis, malgré l'avis contraire du gouvernement et de l'UMP, grâce aux votes des groupes socialiste et radical, communiste et Verts, Nouveau Centre, et des non-inscrits, auxquels se sont joints 19 « voix égarées » de l'UMP. (*Le Monde, 5 mai*).

L'incarcération des sans-papiers est désormais illégale. Une décision de la Cour de justice de l'Union européenne devra s'appliquer en France. Il n'est plus possible d'emprisonner un étranger au seul motif qu'il est en situation irrégulière. Il peut toujours être placé en centre de rétention en attendant son éloignement, mais plus en prison, même s'il n'a pas obéi à un ordre de quitter le territoire. (*Le Monde, 3 mai*).

Monde

A quoi ont servi les guerres d'Afghanistan et d'Irak, toutes deux menées au nom de la lutte contre le terrorisme ? Pourquoi ces dizaines de milliers de morts, ces centaines de milliards de dollars consacrés à la guerre ?

Après les attentats du 11 septembre 2001 à New York et à Washington, George W Bush rassemble une vaste coalition de pays, qui reçoit le feu vert, unanime, de l'ONU pour renverser le régime de Kaboul, alors aux mains des talibans, parce que ceux-ci avaient accueilli Al-Qaida sur leur territoire. En novembre 2001, les chefs talibans sont chassés du pays, et avec eux les quelques milliers de combattants d'Al Qaida. Les Etats-Unis ont l'occasion d'arrêter Ben Laden alors qu'il fuit au Pakistan ; ils le ratent.

La coalition occidentale aurait pu remettre le pouvoir à l'Alliance du Nord, mais ils choisissent de rester en Afghanistan. Funeste choix, d'où résulta une guerre qui dure depuis près de dix ans !

Début 2003, Georges W Bush s'engage dans une guerre en Irak, toujours au nom de la lutte contre Al Qaida, alors même que celle-ci n'a aucune relation avec la dictature laïque au pouvoir à Bagdad. L'invasion débouche sur un chaos sanglant, et un regain de terrorisme... L'histoire portera un jugement terrible sur les choix de Georges W Bush dans la lutte contre Al Qaida. (*d'après Alain Frachon, Le Monde, 6 mai*).

Chine

Les réserves de change chinoises au-dessus de 3 000 milliards de dollars ! La Chine détenait 1175 milliards de dollars d'avoir de dette publique des Etats-Unis en octobre 2010. (*Le Monde, 16 avril*).

La Chine s'inquiète de la montée du niveau de la mer sur son littoral, causée en partie par le changement climatique. Les provinces côtières sont les plus développées et aussi les plus peuplées. Devenue en 2008 le premier émetteur mondial de gaz à effet de serre, la Chine refuse de s'imposer un plafond d'émissions de CO2, estimant que la responsabilité « historique » du réchauffement actuel revient aux Etats-Unis et à l'Europe. Selon le GIEC, la Chine pourrait être une des plus importantes victimes du réchauffement climatique. (*Le Monde, 22 avril*).

Le ralentissement démographique fragilise le miracle économique chinois. La Chine compte 1,37 milliard d'habitants. L'indice de fécondité approcherait 1,5 enfant par femme en moyenne (et 0,7 à Pékin et Shanghai). Les plus de 60 ans représentent 13,3 de la population (3 points de plus qu'il y a dix ans), la proportion des moins de 14 ans a chuté de 6,3 points, à 16,6 %. On commence à observer des cas de pénurie de main d'œuvre jeune et bon marché. (*Le Monde, 30 avril*).

Afrique

Dans vingt ans, l'Afrique sera l'atelier du monde à la place de la Chine vieillissante. Elle aura la plus forte proportion de population active au monde. Elle offrira le meilleur rapport qualité du travail/salaire ; elle connaîtra une dynamique des revenus.

Ce ne sont pas les pays riches en ressources naturelles qui progressent le plus vite. Sur une longue période, le Burkina Faso et le Mali connaissent une croissance supérieure à celle du Nigeria, pourtant riche en pétrole. Les pays qui sortent d'une période de conflit comme le Liberia ou le Mozambique partent de plus bas et leur rattrapage est plus spectaculaire. Grâce à une combinaison d'aides publiques et de reconstruction, l'Afrique réussit ses après-guerres. Le Rwanda en est un bon exemple. Mais il est vrai que certains pays se développent plus vite que d'autres. Parce que la gouvernance y est meilleure en matière de politique industrielle ou en faveur des PME, l'Afrique orientale et australe est en pointe. Elle est beaucoup plus intégrée que l'Afrique de l'Ouest. (*Lionel Zinsou, patron du fonds PAI Partners, Le Monde, 7 mai*).

Lybie : les avions de Khadafi détruits par la France sont ceux qu'elle lui a vendus. Halte au cynisme : il faut un commerce des armes plus responsable ! (*Le Monde, 21 avril*).

Europe

Le peuple islandais vote contre les banquiers. Les citoyens doivent-ils payer pour la folie des banquiers ? Existe-t-il encore une institution liée à la souveraineté populaire capable d'opposer sa légitimité à la suprématie de la finance ? Tels étaient les enjeux du référendum organisé le 10 avril 2011 en Islande. Ce jour-là, pour la seconde fois, le gouvernement sondait la population : acceptez-vous de rembourser les dépôts de particuliers britanniques et néerlandais à la banque privée Icesave ? Et pour la seconde fois, les habitants de l'île ravagée par la crise ouverte en 2008 répondaient « non » .

Si l'Islande fait figure de cas d'école, c'est que ce pays offre un exemple chimiquement pur des dynamiques qui, au cours des années 1990 et 2000, ont permis à des intérêts privés d'édicter des réglementations publiques conduisant au gonflement de la sphère financière, à son désencastrement du reste de l'économie, et finalement à son implosion. *(Tout l'historique de cette crise, qui touche un pays où, en 2007, le revenu moyen atteignait le 5^{ème} rang mondial et devançait de 60 % celui des Etats-Unis, à lire dans Le Monde diplomatique, mai).*

Philips sort à son tour du marché des téléviseurs. Le néerlandais est le dernier grand européen à jeter l'éponge face à la concurrence chinoise. *(Le Monde, 19 avril). Dramatique perte de compétence des pays européens.*

France

Repli national : danger !

Bien sûr, le libre-échange est devenu une catastrophe planétaire, aux conséquences sociales et écologiques désastreuses. La mise en concurrence systématique des travailleurs, la croissance exponentielle des transports internationaux ne sont plus soutenables. Mais le remède serait bien pire que le mal s'il consistait à dresser les peuples les uns contre les autres, chacun au nom de son « intérêt national ». **Les problèmes majeurs de notre époque appellent des réponses coopératives internationales** : une reconversion écologique fortement créatrice d'emplois, avec une révolution énergétique, la lutte contre la pauvreté et les pandémies, l'adaptation au réchauffement climatique, les taxes globales... Prôner le repli national au moment où la planète prend feu est purement irresponsable.

Oui, il faut réduire les excédents commerciaux de l'Allemagne, qui menacent de faire s'effondrer l'euro : non en taxant les produits allemands, mais en soutenant les revendications salariales des travailleurs allemands. Oui, il faut faire cesser les délocalisations qui créent du chômage : pas en fermant les frontières, mais en instaurant le contrôle social sur les décisions stratégiques des grands groupes, en lieu et place de la toute-puissance des actionnaires. Oui, il faut augmenter fortement les coûts du commerce mondial : non par des politiques douanières unilatérales et agressives, mais par une taxe kilométrique coopérative et symétrique, qui s'applique autant aux exportations qu'aux importations. Oui, il faut instaurer le contrôle social sur la création monétaire : pas en revenant au franc (la banque de France était-elle plus sociale que la Banque centrale européenne ?), mais en réformant la BCE, pour que les Etats puissent lui emprunter plutôt qu'aux marchés financiers. Oui, il faut rompre avec le carcan des traités européens et de l'actuelle Union : mais pour refonder une Union solidaire et démocratique, entre les pays dont les peuples auront réussi à secouer le joug néolibéral. *(Thomas Coutrot, Politis, 14 avril).*

Front national : danger !

On peut se contenter de regarder le programme du FN comme un collage d'idées hétéroclites destinées à séduire diverses franges de l'électorat, en particulier dans les milieux populaires les plus exposés aux coûts sociaux de la crise. Mais en même temps leur addition n'est pas sans rappeler les étranges synthèses nationalistes des années 1930. Le national-socialisme en particulier sut, lui aussi, encourager les familles, protéger les paysans contre les aléas du marché mondial, mettre en place une politique sociale à l'égard des retraités, soutenir les besoins de consommation de la population... avec cependant très rapidement les conséquences que l'on sait pour la paix mondiale et les boucs émissaires internes... *(Alternatives économiques, mai)*

« Chaque fois qu'il y a crise du capitalisme, les partis traditionnels de la droite, croyant au libéralisme, s'étonnent que les gens n'en veuillent pas. Le rôle de l'extrême droite est d'être là pour récupérer les déçus et les ramener à la niche. Marine Le Pen joue le rôle de chienne de garde du capital ». *(Jean-Luc Mélançon, Le Monde, 3 mai).*

De Lehman Brothers à Fukushima. Il faut tirer toutes les conséquences des catastrophes associées à Lehman Brothers [dont la faillite a déclenché la crise du système financier international] et Fukushima [catastrophe nucléaire qui a suivi le tsunami du 11 mars 2011]. L'une des conclusions évidentes est que les domaines d'activité – tels que la banque et le nucléaire – qui sont sujets aux risques majeurs et systémiques ne peuvent être gouvernés par des acteurs privés soumis à la logique du rendement financier. Le secteur de la banque, comme celui du nucléaire, doit passer sous contrôle social. C'est la seule façon de donner à la société les moyens de prendre démocratiquement les décisions d'intérêt général qui s'imposent aujourd'hui, telles que le désarmement de la finance spéculative et la sortie du nucléaire. Concrètement, cela signifie la création d'un pôle bancaire public, d'un côté, et la remise en cause de l'ouverture du capital d'EDF détenu actuellement à hauteur de 15 % environ par des investisseurs privés, d'un autre côté. Ce sont des décisions nécessaires pour tenter de prévenir les cataclysmes financiers et nucléaires futurs. *(Dominique Plihon, Politis, 28 avril).*

L'école sacrifiée. Malgré la hausse du nombre d'enfants scolarisés (+ 4 600 élèves dans les écoles maternelles et élémentaires, + 48 500 dans le second degré public), 1500 classes vont être fermées dans le primaire et 16 000 postes supprimés (en tout, 66 000 depuis 2007 !), dont 9000 en maternelle et en primaire. Les académies de Versailles, Créteil et Lille sont particulièrement malmenées. Le nombre d'élèves par classe va donc augmenter, alors que la France est déjà l'un des pays de l'OCDE qui présente le taux d'encadrement le plus faible. Etudier dans des classes surchargées pénalise les élèves, et d'abord les moins favorisés d'entre eux. *(Alternatives économiques, mai).*

Facebook. En juin 2010, 55 % des 11 à 13 ans possédaient déjà un compte, contre 35 % en 2009. La plupart ignorent que les données personnelles sont vendues à des entreprises à des fins publicitaires. (*Le Monde, 26 avril*).

Président des riches. Au titre du « bouclier fiscal », l'Etat a versé, pour l'année 2010, 591 millions d'euros aux 14 443 contribuables les plus riches, soit un montant moyen de 40908 € par personne (*Le Monde, 4 mai*). *Merci pour eux.*

Comme ce « bouclier fiscal » paraît, à juste titre, comme le marqueur détestable et trop visible de la politique du Président des riches, celui-ci le supprime...

Mais c'est pour faire le plus énorme cadeau fiscal aux plus riches du quinquennat !

Avec la réforme de l'impôt sur la fortune (relèvement du seuil d'entrée à 1,3 million de patrimoine), les 1900 foyers au-delà de 17 millions d'euros de patrimoine économiseront en moyenne plus de 160 000 €. Il va dépenser plus de 3 milliards pour les contribuables les plus fortunés... (*Thomas Piketty, Le Monde, 23 avril*).

Le vrai coût du nucléaire. Après l'audit post-Fukushima, EDF pourrait avoir à entreprendre des travaux pour sécuriser les centrales. La hausse, selon le gouvernement, ne sera pas répercutée sur les utilisateurs. S'ils suivaient les prix de gros, les tarifs seraient pourtant amenés à augmenter de 25 % à 30 % d'ici à 2015, selon la Commission de régulation de l'énergie...

L'augmentation prévisible des tarifs n'est pourtant qu'une petite partie du nucléaire que devront au final payer les usagers-contribuables. Le renouvellement du parc réserve en effet quelques surprises : initialement estimé à 3 milliards d'euros, le coût de l'EPR de Flamanville a été réévalué à 4 puis 5 milliards. Et surtout, le montant prévu pour le futur démantèlement des centrales a été considérablement sous-évalué par EDF : 16,9 milliards d'euros, alors que si on suivait les règles de calcul utilisées en Grande Bretagne et en Suède pour leur propre parc, l'addition se situerait entre 100 et 200 milliards ! (*Alternatives économiques, mai*).

En outre, en cas d'accident nucléaire en France, l'exploitant nucléaire ne devrait rembourser les dommages que jusqu'à 91 millions d'euros. A comparer aux 235 milliards (au moins) dépensés par la Biélorussie à la suite de l'accident de Tchernobyl ; et aux 8,4 milliards d'euros (somme qui n'est qu'une fraction du coût total de l'accident) que devra verser Tepco pour l'accident de Fukushima. (*Hervé Kempf, Le Monde, 27 avril*). *C'est donc le contribuable qui paierait...*

La municipalité de Strasbourg a voté (avec l'appui d'une partie de l'opposition UMP) une motion demandant l'arrêt de la centrale de Fessenheim. Le Land du Bade-Wurtemberg, en Allemagne, et les cantons suisses de Bâle ont aussi demandé l'arrêt de cette centrale. La coalition Verts-SPD, portée en mars à la tête du Bade-Wurtemberg a décidé que les réacteurs du Land seraient progressivement fermés. L'énergie éolienne, qui ne fournit que 0,8 % de l'électricité du Land, devrait en fournir au moins 10 % en 2020. L'Italie a décidé de mettre fin à son programme de retour au nucléaire. (*Le Monde, 16, 21, 29 avril*).

« Faire siéger de simples citoyens au tribunal correctionnel est démagogique. Ce projet présidentiel qui défie les magistrats relève du populisme judiciaire ». (*Robert Badinter, Le Monde, 28 avril*).

Ascenseurs : pourquoi ces différences ? La mise en sécurité des 450 000 ascenseurs de France se fait, selon la loi Robien, en trois étapes : les travaux de la 1^{ère} phase sont, à fin 2010, réalisés à 85 %, ceux de la 2^{ème} à 50%. Les représentants des consommateurs soulignent que les factures à la charge des copropriétaires sont élevées, avec de fortes disparités : les travaux des deux premières étapes ont en moyenne coûté par appareil **9600 € dans le parc social, mais 18 000 € dans le parc privé**, avec une fourchette de 10 000 à 50 000 €. Ils demandent des délais plus longs, mais le gouvernement maintient le calendrier : 3 juillet 2013 pour la 2^{ème} phase, 3 juillet 2018 pour la 3^{ème}. (*Le Monde 24-25 avril*)

Les Français mangent trop de viande : 140 g par jour, c'est plus que ce que préconisent les nutritionnistes. Le maire Vert du 2^{ème} arrondissement de Paris a imposé un repas végétarien par semaine dans ses cantines. (*Le Monde, 15 avril*).

Hauts de Seine

MM. Pasqua et Santini renvoyés en correctionnelle. Les anciens ministres sont soupçonnés de recel de faux et de détournement de fonds publics (dans une affaire qui remonte à 2000, où interviennent le conseil général des Hauts de Seine, alors présidé par Pasqua, et la ville d'Issy-les-Moulineaux, dont Santini est le maire)(*article à lire dans Le Monde, 10-11 avril*).

Montrouge

Faites plaisir à vos amis. Offrez leur une craviette, le plus élégant des anti-taches, un CD toupie, pour recycler ludiquement les CD, un Zébulon pour classer leurs chaussettes, un Babyplane pour aider Bébé à mieux manger, une table FL, très parisienne, ... et plein d'autres idées, made in France. Visitez la Boutique du Futur, 18 rue Périer, ouverte du mardi au samedi, de 11 h à 19 h. Et louez-y un Cycloespace, pour visiter Montrouge, et les environs....

Le temps perdu

Devant la porte de l'usine
et comme il se retourne
il cligne de l'œil
que c'est un peu con

le travailleur soudain s'arrête
et regarde le soleil
familièrement
de donner une journée pareille

le beau temps l'a tiré par la veste
souriant dans son ciel de plomb
tu ne trouves pas
A un patron ?

(*Jacques Prévert, Paroles, 1949*)

Sur le site <http://pagesperso-orange.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment d'anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.